bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 4 novembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut syndical des agents de l'administration d'Afrique", a donné en sa séance du 22 décembre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e November 1952 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende syndicaal statuut van het bestuurspersoneel in Afrika", heeft ter zitting van 22 December 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal reprend en les adaptant à la situation de la Colonie, les dispositions de l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 modifié par celui du 12 octobre 1949 portant le statut syndical des agents des administrations métropolitaines.

Il n'a cependant pas été tenu compte dans la rédaction de plusieurs articles du projet, de ce que les associations de fonctionnaires et agents civils de la Colonie sont obligatoirement soumises aux dispositions du décret du 23 mars 1921.

Ce décret leur accorde la personnalité civile et organise leur représentation légale. Il en résulte que la notion de "délégués responsables" doit être remplacée par celle de "représentants légaux".

\+

\+ \+

L'article 20 du projet prévoit que des sous-comités de consultation syndicale sont créés aux chefs-lieux des districts ou dans certaines localités, lorsque cette création sera demandée par une organisation syndicale reconnue, pour un ou plusieurs chefs-lieux de districts ou localités comptant au moins vingt-cinq agents de l'administration.

N'y aurait-il pas lieu de prévoir que ces sous-comités peuvent être supprimés si le nombre d'agents vient à descendre en dessous de vingt-cinq?

+

+ +

Le Conseil d'Etat signale qu'un arrêté royal du 15 avril 1952 a, dans la métropole, prévu que l'avis doit être donné par les divers comités de consultation syndicale dans un délai d'un mois et qu'à l'expiration de ce délai l'avis n'est plus requis.

D'autre part, un arrêté royal du 14 janvier 1953 a réglé la matière de la répartition des sièges dans les divers comités en cas de retrait de la reconnaissance d'une organisation syndicale.

N'y aurait-il pas lieu d'introduire dans le statut syndical des agents de l'administration d'Afrique, en l'adaptant à la situation de la Colonie, des dispositions similaires à celles dont l'utilité a été constatée en Belgique ?

Dans l'affirmative, elles devraient faire l'objet de deux articles s'intercalant, le premier entre les articles 26 et 27 et le second après l'article 62.

+

+ +

.../...

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme qui sont reprises dans le texte ci-après proposé :

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT SYNDICAL DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu le décret du 23 mars 1921 sur les associations de fonctionnaires et agents civils de la Colonie;

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique, annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, modifié par l'arrêté du Régent du 16 décembre 1948, par l'ordonnance du 15 mai 1949, par l'arrêté du Régent du 18 mars 1950, par les arrêtés royaux des 12 décembre 1950, 1er août 1951, 27 février 1952 et ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER - DU DROIT ET DE LA LIBERTE D'ASSOCIATION DES AGENTS CIVILS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE.

Article 1er.-

Les agents civils de l'administration d'Afrique ont le droit de s'associer conformément au décret du 23 mars 1921.

CHAPITRE II. - CHAMP D'APPLICATION DU STATUT SYNDICAL.

Article 2.-

Le présent statut syndical est applicable aux agents de l'administration d'Afrique ainsi qu'aux agents temporaires visés à l'article 5 du statut annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, à l'exclusion des militaires de carrière en activité de service à la force publique.

CHAPITRE III.- RECONNAISSANCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Article 3.-

Sont reconnues auprès du Ministère des Colonies, les organisations syndicales qui groupent

.../...

exclusivement des agents visés à l'article 2 et qui déposent une copie de leurs statuts ainsi que la liste de leurs représentants. Ces documents sont envoyés au Ministre sous pli recommandé déposé à la poste.

Toutefois, la reconnaissance peut être refusée par décision ministérielle motivée dans les deux mois qui suivent le dépôt des statuts.

La reconnaissance peut, en tout temps, être retirée par arrêté royal motivé.

La reconnaissance des fédérations d'organisations syndicales groupant exclusivement des agents visés à l'article 2 s'obtient aux mêmes conditions, par l'envoi de leurs statuts et de la liste de leurs représentants au Ministre des Colonies.

Article 4.-

Toute modification aux statuts, ainsi que tout changement dans la composition du conseil d'administration ou du comité de direction des organisations syndicales reconnues doivent être portés immédiatement à la connaissance du Ministre.

CHAPITRE IV. - MODALITES DE L'ACTION SYNDICALE EXERCEE PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES RECONNUES.

Section 1ère.- Mission et compétence des organisations syndicales reconnues.

Article 5.-

Seules les organisations syndicales

.../...

reconnues ont qualité pour entretenir directement des relations avec le Ministre des Colonies et le Gouverneur général.

Elles peuvent se faire représenter auprès du Ministre par un délégué résidant en permanence en Belgique, dont la désignation est soumise à l'agréation du Ministre. Ce délégué devra justifier dans chaque cas d'un mandat spécial.

Article 6.-

Les organisations syndicales reconnues participent à la gestion des oeuvres sociales établies ou à créer pour le bien-être du personnel, selon des modalités à déterminer par arrêté royal.

Article 7.-

Les organisations syndicales reconnues sont autorisées à placarder dans les locaux de l'administration tous avis intéressant le personnel. Ces avis sont visés préalablement à leur affichage par le fonctionnaire délégué à cette fin par le Gouverneur général.

Article 8.-

Les organisations syndicales reconnues peuvent tenir des réunions en dehors des heures de service, dans les bâtiments de l'administration coloniale, sous réserve de l'autorisation du fonctionnaire délégué à cette fin par le Gouverneur général.

.../...

Article 9.-

Les organisations syndicales reconnues peuvent adresser des requêtes, demander audience, formuler des voeux, des réclamations ou des propositions dans l'intérêt collectif du personnel, au Ministre des Colonies ou au Gouverneur général.

Article 10.-

Les organisations syndicales reconnues peuvent introduire des réclamations ou des revendications présentées par un agent déterminé.

Dans ce cas, les différentes autorités administratives, chacune dans les limites de sa compétence, examinent les réclamations et les revendications formulées; elles font rapport à leurs supérieurs hiérarchiques et leur communiquent leurs observations et conclusions.

Tout agent visé à l'article 2, appelé à se justifier devant un supérieur hiérarchique, peut demander l'assistance d'un délégué d'une organisation syndicale reconnue, sans qu'il puisse se soustraire aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques.

Tout agent visé à l'article 2, qui fait défendre ses intérêts professionnels par un délégué d'une organisation syndicale reconnue dont il est membre, conserve le droit aux recours hiérarchiques qui lui sont personnellement ouverts.

.../...

Article 11.-

Les organisations syndicales reconnues désignent les représentats du personnel dans les comités de consultation syndicale, compte tenu du nombre de sièges qu'elles y obtiennent à la suite de l'élection prévue au chapitre VIII.

Dans les mêmes proportions, elles présentent les candidats aux comités et au Comité supérieur du personnel. Il en est de même pour les candidats aux comités et conseils consultatifs ou délibératifs déterminés par le Gouverneur général.

Section 2. - Dispositions applicables aux représentants et délégués syndicaux.

Article 12.-

Les représentants des organisations syndicales reconnues et les délégués régulièrement mandatés peuvent seuls accomplir une mission syndicale auprès de l'administration.

Toute mission à exercer par les représentants et délégués des organisations syndicales dans les comités de consultation syndicale, ainsi que dans les comités du personnel, doit être agréée par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur général. Ceux-ci ne peuvent ni refuser, ni retirer l'agréation avant d'avoir pris l'avis du comité ou du conseil dans lequel l'intéressé est appelé à exercer ou exerce sa mission.

.../...

Toute mission syndicale à exercer dans un comité du personnel ne peut être confiée qu'à des agents définitivement nommés, bénéficiant au moins de l'appréciation synthétique "Bon" et se trouvant en activité de service dans les services pour lesquels ce comité du personnel a été créé. L'activité de service est la position de l'agent qui, régulièrement titulaire d'un grade ou commissionné à cet effet, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants.

Article 13.-

Sont maintenus en position d' activité de service ou en congé avec traitement en Belgique, selon le cas, les délégués d'une organisation syndicale reconnue agréés pour exercer un mandat syndical permanent en Afrique au lieu de leur emploi, en dehors des heures de service, ou une mission syndicale temporaire en Belgique, ou qui participent aux travaux des comités de consultation syndicale, des comités du personnel et des organismes consultatifs ou délibératifs visés à l'article 11. Ils jouissent des frais et indemnités éventuels de déplacement et de résidence attribués aux membres de ces organismes.

Sont placés en suspension d'activité de service les agents membres d'une organisation syndicale reconnue :

1° chargés par elle d'accomplir, dans l'organisation, une mission permanente pendant toutes les heures de service;

.../...

2° mandatés par elle pour prendre part à des réunions syndicales périodiques ou occasionnelles autorisées pendant les heures de service. Dans ce cas, la suspension couvrira la période nécessaire aux voyages et à la durée des réunions. Les frais éventuels de voyage et de logement seront à charge de l'organisation.

Sont soumis au régime prévu par l'alinéa 2, les agents sous statut ainsi que les agents sous contrat de temporaire non spécialement conclu en vue du détachement syndical.

Article 14.-

Les agents visés à l'article 13, alinéa 2, 1°, participent à l'avancement de grade et de traitement dans les conditions et limites fixées par leur statut. A cet effet, le chef du service du personnel du gouvernement général établit leur signalement annuel.

Article 15.-

En cas de promotion de grade, les agents visés à l'article 13, alinéa 2, 1°, sont tenus d'exercer leurs nouvelles fonctions pendant un an au moins.

Cette disposition ne s'applique pas aux agents appartenant au cadre des secrétariats ou y détachés, qui sont promus à un grade de la quatrième ou de la troisième catégorie.

.../...

Article 16.-

Le Trésor colonial supporte la charge des rémunérations accordées aux agents visés à l'article 13, alinéa 2, 1°, sous réserve du recouvrement indiqué à l'alinéa suivant.

L'organisation syndicale reconnue, comptant un ou plusieurs agents suspendus d'activité en exécution de l'article 13, ristourne chaque trimestre, à la Colonie, le montant global des sommes effectivement déboursées en leur faveur par le Trésor pendant le trimestre précédent.

La reconnaissance est retirée de la manière prévue à l'article 3, alinéa 3, aux organisations syndicales qui, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la remise de l'avis de paiement, n'ont pas effectué les ristournes prévues à l'alinéa précédent.

Article 17.-

Une carte individuelle d'agréation est remise aux représentants et délégués syndicaux permanents. Sa forme, ses mentions et ses conditions de délivrance sont déterminées par le Ministre des Colonies ou le Gouverneur général.

Article 18.-

Les représentants et délégués des organisations syndicales sont tenus de ne rien révéler des faits et documents de caractère confidentiel dont

.../...

ils ont pris connaissance au cours des réunions des comités de consultation syndicale et des comités du personnel. Le Ministre et le Gouverneur général sont seuls juges du caractère confidentiel de ces faits et documents.

La violation du secret prescrit à l'alinéa précédent fera l'objet de sanctions administratives. Elle peut avoir pour conséquence immédiate le retrait de l'agréation prévue à l'article 12, alinéa 2. Elle peut également entraîner sans délai le rappel en activité de service des agents visés à l'article 13, alinéa 2.

Section 3. - Divers.

Article 19.-

Les organisations syndicales reconnues reçoivent cinq exemplaires des instructions administratives du Ministère des Colonies ou du Gouverneur général.

Ces instructions ont trait aux objets visés à l'article 32.

CHAPITRE V. - DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE.

Section 1ère. - Dispositions organiques générales.

Article 20.-

Pour l'administration d'Afrique, sont créés les comités de consultation syndicale suivants :

.../...

1° le Comité supérieur de consultation syndicale au siège du gouvernement général ou du Ministère des Colonies;

2° les comités de consultation syndicale au chef-lieu de chaque province et du Ruanda-Urundi;

3° des sous-comités de consultation syndicale aux chefs-lieux des districts ou dans certaines localités, lorsque cette création sera demandée par une organisation syndicale reconnue, pour un ou plusieurs chefs-lieux de district ou localités comptant au moins vingt-cinq agents de l'administration.

Dans les articles qui suivent, les mots "province" et "gouverneur de province" s'appliquent aussi respectivement au territoire du Ruanda-Urundi et à son plus haut fonctionnaire administratif.

Article 21.-

Les comités de consultation syndicale sont composés d'un nombre égal de membres effectifs représentant le personnel et désignés par les organisations syndicales reconnues et de membres effectifs représentant le Ministre des Colonies, le Gouverneur général, le gouverneur de province ou le commissaire de district. Ils comptent autant de membres suppléants que de membres effectifs.

Les membres suppléants sont désignés et agréés suivant les mêmes modalités que les membres effectifs. Ils ne peuvent assister aux séances que pour remplacer les membres effectifs.

.../...

Article 22.-

Le Comité supérieur de consultation syndicale détermine, par son règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions, en se conformant au présent arrêté.

Ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre des Colonies ou du Gouverneur général.

Article 23.-

Le Comité supérieur de consultation syndicale établit les règlements d'ordre intérieur des comités et des sous-comités de consultation syndicale institués dans les chefs-lieux de province ou de district, ou dans les localités dans lesquelles ils fonctionnent.

Ces règlements sont soumis à l'approbation du Gouverneur général.

Article 24.-

Les comités de consultation syndicale ne peuvent délibérer que si la majorité de leurs membres ayant voix délibérative est présente.

Les délégués syndicaux représentant le personnel et les agents représentant le Ministre des Colonies, le Gouverneur général, le gouverneur de province ou le commissaire de district, et qui prennent part au vote, doivent être en nombre égal.

.../...

Des personnes réputées pour leurs connaissances techniques peuvent être appelées à donner leur avis aux divers comités de consultation syndicale chaque fois que leur consultation s'avère opportune.

Article 25.-

Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Article 26.-

Le Ministre des Colonies, le Gouverneur général, le gouverneur de province, le commissaire de district ou leurs délégués arrêtent l'ordre du jour des comités de consultation syndicale. Les présidents des comités fixent les dates des séances.

L'ordre du jour est adressé aux membres effectifs et suppléants.

Les comités de consultation syndicale ne peuvent mettre en discussion ni en délibération d'autres questions que celles portées à l'ordre du jour.

Article 27.-

Les séances des comités de consultation syndicale sont ouvertes et closes par leur président. Celui-ci dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée. En aucun cas, il n'a voix délibérative.

.../...

Un agent désigné par le président dresse le procès-verbal des séances tenues par les comités de consultation syndicale, des avis, des voeux et des votes émis par eux.

Il est permis à chaque membre de la minorité de faire acter son vote au procès-verbal.

Au procès-verbal de la séance peut être jointe, le cas échéant, une note succincte rédigée par la minorité.

Un exemplaire du procès-verbal est envoyé, sous la signature du président, à tous les membres effectifs et à tous les membres suppléants, ainsi qu'aux présidents des organisations syndicales reconnues représentées aux comités de consultation syndicale.

Les décisions prises par le Ministre ou le Gouverneur général sur l'un des objets relevant de la compétence d'avis des comités de consultation syndicale sont portées à la connaissance de ces comités dans les trois mois.

Section 2. - Composition des comités de consultation syndicale.

Article 28.-

Le Comité supérieur de consultation syndicale est composé d'un président et de membres

.../...

effectifs dont le nombre, fixé à raison de deux membres pour mille agents ayant droit de suffrage, ne peut être inférieur à quatre ni supérieur à dix.

La présidence du Comité supérieur est assumée par le secrétaire général ou, en cas d'empêchement, par un fonctionnaire que le Gouverneur général désigne. Le Gouverneur général assiste, toutes les fois qu'il le juge utile, aux séances du Comité supérieur; dans ce cas, il préside l'assemblée.

Lorsque le Comité supérieur de consultation syndicale est appelé à siéger au Ministère, il est présidé par un fonctionnaire désigné par le Ministre des Colonies, à moins que ce dernier n'assiste à ses travaux; dans ce cas, il en assume lui-même la présidence.

Article 29.-

Chaque comité provincial de consultation syndicale est composé d'un président et de membres effectifs dont le nombre, fixé à raison de un membre pour cent agents ayant droit de suffrage, ne peut être inférieur à quatre ni supérieur à douze.

La présidence de chaque comité provincial de consultation syndicale est assumée par le secrétaire provincial.

Le gouverneur de la province assiste, chaque fois qu'il le juge utile, aux séances de ce comité; dans ce cas, il préside l'assemblée.

.../...

Article 30.-

Chaque sous-comité de consultation syndicale est composé d'un président et de membres effectifs dont le nombre, fixé à raison de un membre pour vingt-cinq agents ayant droit de suffrage, ne peut être inférieur à deux ni supérieur à huit.

La présidence de chaque sous-comité de consultation syndicale est assurée par le commissaire de district assistant ou son délégué.

Le commissaire de district assiste, chaque fois qu'il le juge utile, à la séance de ce sous-comité; dans ce cas, il préside l'assemblée.

Article 31.-

Une organisation syndicale reconnue représentée au Comité supérieur de consultation syndicale, sans l'être dans un comité ou un sous-comité, peut envoyer aux séances de ce comité ou de ce sous-comité un délégué ayant voix consultative.

Section 3. - Compétence des comités de consultation syndicale.

Article 32.-

Sont soumises pour avis aux comités de consultation syndicale par le Ministre des Colonies, le Gouverneur général, le gouverneur de province ou

.../...

par les organisations syndicales reconnues :

1° toutes questions touchant le statut administratif et pécuniaire des agents, la classification des fonctions et la qualification des emplois;

2° toutes mesures relatives à la formation professionnelle des agents, à l'organisation matérielle des services, à l'amélioration des corditions de travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents.

Article 33.-

§ 1er. Le Comité supérieur de consultation syndicale donne son avis sur les questions et les mesures visées à l'article 32 lorsqu'elles sont de la compétence du Roi, du Ministre ou du Gouverneur général.

Les comités et les sous-comités de consultation syndicale ont la même compétence que le Comité supérieur de consultation syndicale sur les questions et les mesures intéressant directement le personnel de la subdivision administrative de leur ressort, lorsqu'elles sont de la compétence de l'autorité locale.

Les comités et sous-comités de consultation syndicale communiquent leurs avis au Comité supérieur de consultation syndicale.

§ 2. Sauf avis contraire du Comité supérieur de consultation syndicale, les comités et sous-comités de consultation syndicale peuvent adresser spontanément un rapport à l'autorité locale sur les questions intéressant uniquement la subdivision administrative de leur ressort.

.../...

Article 34.-

Les membres effectifs et suppléants des comités de consultation syndicale peuvent se faire remettre toute documentation générale et toutes instructions relatives aux affaires portées à l'ordre du jour.

Article 35.-

Les comités de consultation syndicale sont juges des procédures à mettre en oeuvre, conformément aux dispositions prises dans leur règlement d'ordre intérieur, pour éclairer leurs délibérations et pour mener à bonne fin l'examen des affaires qui leur sont soumises.

Ils peuvent notamment procéder ou faire procéder à une enquête sur les faits portés à l'ordre du jour.

Les personnes qu'ils habilitent à cet effet ne peuvent être choisies qu'en nombre égal parmi les représentants du Ministre des Colonies, du Gouverneur général ou du gouverneur de province et les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales reconnues.

Article 36.-

Les membres effectifs et, à leur défaut, les membres suppléants des comités de consultation syndicale sont, en outre, admis à assister, sur présentation de leur carte d'agréation, aux enquêtes

.../...

administratives autres que celles prévues à l'article 35 et portant sur les objets de leur compétence, à l'exception de celles qui revêtent un caractère confidentiel.

Le Ministre, le Gouverneur général et les gouverneurs de province sont seuls juges du caractère confidentiel des enquêtes.

Les délégués syndicaux ne peuvent assister aux enquêtes disciplinaires qu'avec l'assentiment des agents qui en font l'objet.

Article 37.-

Les membres effectifs et, à leur défaut, les membres suppléants des comités de consultation syndicale obtiennent, dans les quinze jours, communication du rapport établi sur les enquêtes visées à l'article précédent.

Dans les quinze jours de la réception de ce document, ils ont la faculté de présenter une note d'observations qui sera jointe au dossier.

Les personnes qui participent à une enquête visée à l'article 36 prennent l'engagement sur l'honneur de ne rien révéler des faits et documents portés à leur connaissance à cette occasion.

.../...

CHAPITRE VI. - DES COMITES DU PERSONNEL ET DU COMITE SUPERIEUR DU PERSONNEL.

Article 38.-

L'institution, la composition, la compétence et les règles de procédure des comités du personnel et du Comité supérieur du personnel sont déterminées par le statut des agents de l'administration d'Afrique.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX MEMBRES DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE ET AUX MEMBRES DES COMITES DU PERSONNEL.

Article 39.-

Les agents visés à l'article 2 et appelés à siéger dans les comités de consultation syndicale ou dans les comités du personnel en qualité de membre effectif, de membre suppléant ou de personne réputée pour ses connaissances techniques, sont maintenus dans la position statutaire qu'ils occupaient lors de leur convocation, conformément à l'article 13, alinéa 1er, sans que cet avantage puisse donner lieu à aucune prestation correspondante et sans que sa durée puisse être imputée sur les congés annuels. Lorsqu'un agent siège dans un des comités susvisés pendant un congé statutaire, celui-ci est prolongé d'autant.

La suspension d'activité de service visée à l'article 13, alinéa 2, 2°, n'est accordée que sur présentation de la convocation envoyée sous la

signature du représentant de l'organisation syndicale ayant qualité pour désigner un délégué ou une personne réputée pour ses connaissances techniques.

La convocation indique le nom de l'agent ainsi que les lieux, jours et heures des réunions syndicales.

Article 40.-

Les secrétaires des comités de consultation syndicale ainsi que les présidents des comités du personnel signalent aux autorités administratives intéressées l'absence des membres, quelle que soit leur position ou leur situation administrative.

Article 41.-

Pour l'accomplissement de leur mission, les membres des comités de consultation syndicale et des comités du personnel bénéficient des indemnités de déplacement et des facilités de transport prévues par les règlements d'administration.

Pour l'application du présent article, aucune distinction n'est faite entre les membres effectifs, les membres suppléants et les personnes désignées en raison de leurs connaissances techniques pour donner leur avis aux comités de consultation syndicale.

Article 42.-

Hormis les indemnités visées à l'article 41, aucune compensation ni rémunération quelconque n'est due aux membres des comités de consultation syndicale ni à ceux des comités du personnel.

.../...

CHAPITRE VIII. - ELECTIONS.

Section 1ère. - Dispositions générales.

Article 43.-

Tous les trois ans, au cours du premier trimestre, une élection détermine à quelles organisations syndicales reconnues le personnel entend confier la désignation de ses délégués aux comités de consultation syndicale et aux comités du personnel.

Le Gouverneur général fixe la date de cette élection.

Il n'y a pas d'élection lorsqu'une seule organisation syndicale reconnue se présente ou lorsque les organisations en compétition se sont mises d'accord sur la représentation à accorder à chacune d'elles. Cet accord, qui doit être signé par les représentants de chaque organisation, est valable pour la durée des mandats à conférer.

Article 44.-

Est recevable la candidature des organisations syndicales reconnues, conformément à l'article 3, depuis un an au moins avant la date fixée pour l'élection.

Les organisations syndicales reconnues qui remplissent la condition formulée à l'alinéa précédent, sont avisées par lettre recommandée à la poste de cette date et du délai fixé pour la

.../...

présentation des candidatures. Leur est communiquée également la date fixée pour le tirage au sort déterminant le classement sur les bulletins de vote des organisations syndicales reconnues.

Article 45.-

La présentation des organisations syndicales reconnues se fait par lettre recommandée à la poste, signée par deux représentants et adressée au Ministre des Colonies et au Gouverneur général.

Section 2.- Electorat.

Article 46.-

Ont droit de suffrage les personnes visées à l'article 2 et qui se trouvent au Congo belge ou au Ruanda-Urundi à la date de l'élection.

Chaque électeur n'a droit qu'à une voix. En cas de cumul de fonctions, il ne peut exercer son droit de suffrage que du chef de la fonction principale.

Ne pourront prendre part à l'élection :

1° les agents suspendus par mesure d'ordre ou par mesure disciplinaire;

2° les agents soumis à une période légale d'appel ou de rappel sous les armes;

3° les agents en disponibilité.

.../...

Section 3.- Votation et opérations du scrutin.

Article 47.-

Les élections sont organisées par la direction et les directions provinciales du personnel.

Article 48.-

La liste des bureaux de vote est transmise par la direction ou les directions provinciales du personnel aux organisations syndicales reconnues et aux fédérations d'organisations syndicales reconnues.

Article 49.-

Les bureaux sont installés dans les services du gouvernement général, des provinces, des districts et des territoires.

Ils sont composés du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué qui exerce les fonctions de président et de deux assesseurs choisis par le président parmi les agents de deux catégories différentes.

Article 50.-

Chacune des directions du personnel chargées d'organiser les élections fait parvenir en temps opportun aux présidents des bureaux de vote,

.../...

sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à l'élection. Le modèle de ces bulletins est annexé au présent arrêté. La suscription de l'enveloppe indique, outre l'adresse du destinaire, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être décachetée et ouverte qu'en présence du bureau, régulièrement constitué, et des témoins visés à l'article 53. Le nombre des bulletins est vérifié et le résultat de cette vérification indiqué au procès-verbal.

Article 51.-

La participation au vote est obligatoire. Toute abstention injustifiée sera éventuellement sanctionnée par une peine disciplinaire.

L'élection se fait au scrutin secret;elle a lieu, le cas échéant, en deux ou trois vacations de façon à permettre au personnel d'y participer.

Article 52.-

L'électeur noircit, au moyen d'un crayon mis à sa disposition, le point blanc se trouvant dans la case au-dessus du nom de l'organisation syndicale reconnue pour laquelle il veut voter.

Sont nuls :

1° les bulletins portant un vote pour plus d'une organisation syndicale reconnue;

2° les bulletins qui n'émanent pas du bureau où le vote a lieu;

.../...

3° les bulletins souillés, ceux qui porteraient une marque et ceux dont les formes ou les dimensions auraient été altérées.

Si, par inadvertance, l'électeur souille ou détériore un bulletin, il peut en recevoir un autre du président en lui remettant le premier qui sera annulé.

Article 53.-

Toutes mesures doivent être prises dans le but de garantir le secret du vote ainsi que la bonne marche des opérations.

Les organisations syndicales reconnues peuvent être représentées dans chaque bureau par l'un de leurs membres, qui assiste aux opérations du scrutin en qualité de témoin.

Dans les bureaux qui comptent plus de vingt-cinq électeurs, ceux-ci déposent leur bulletin dans une urne cachetée et dont l'ouverture sera, après chaque séance de vote, fermée au moyen de bandelettes sur lesquelles les membres du bureau et les témoins représentant les organisations syndicales reconnues apposent leur signature.

A l'issue des opérations et en présence des témoins, les bulletins remplis, ceux qui n'ont pas été utilisés et ceux qui ont été annulés, sont comptés, placés séparément sous enveloppe cachetée à la cire, accompagnés du procès-verbal de l'élection.

.../...

Cette enveloppe est envoyée au bureau de dépouillement; outre l'adresse, elle porte extérieurement la mention "Election des comités de consultation syndicale". Sous aucun prétexte, les bulletins ne peuvent être ouverts ou dépouillés par les bureaux de vote.

Article 54.-

Au procès-verbal de l'élection visé à l'article 53, alinéa 4, sont consignées les observations des témoins représentant les organisations syndicales reconnues.

Y sont jointes également la liste des agents qui ont voté et celle des défaillants.

Article 55.-

Dans les bureaux qui ne comptent que vingt-cinq électeurs ou moins et qui ne peuvent pas être réunis à d'autres pour former un bureau de vote de cette importance, chaque électeur reçoit une enveloppe portant la suscription imprimée : "Election des comités de consultation syndicale".

L'électeur remet cette enveloppe fermée, après y avoir inséré son bulletin de vote. Il est procédé, en ce qui concerne les enveloppes, comme il est dit pour les bulletins de vote.

.../...

Article 56.-

Lorsque la nécessité en est reconnue, certains électeurs isolés sont autorisés à faire parvenir leur bulletin de vote sous double enveloppe au bureau de vote qui leur est désigné.

L'enveloppe extérieure portera la même mention imprimée que celle indiquée à l'article précédent. L'enveloppe intérieur ne sera ouverte qu'au bureau de dépouillement.

Article 57.-

Le dépouillement du scrutin est effectué en présence de représentants des organisations syndicales reconnues, par chaque direction provinciale du personnel, et par la direction du personnel pour le gouvernement général.

Les bulletins de vote sont classés et dépouillés par districts et provinces, de manière à assurer la répartition des sièges aux comités de consultation syndicale et aux comités du personnel.

Article 58.-

Chacune des directions du personnel chargées des travaux de dépouillement communique, sous la signature des fonctionnaires responsables et des témoins, le résultat du vote au secrétaire général.

.../...

Article 59.-

La répartition des sièges dans les comités de consultation syndicale et les comités du personnel se fait par les directions du personnel au prorata du nombre total des votes obtenus respectivement :

1° pour tout le territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'attribution de sièges au Comité supérieur de consultation syndicale et au Comité supérieur du personnel;

2° par province pour l'attribution de sièges aux comités de consultation syndicale et aux comités du personnel;

3° par district pour l'attribution des sièges aux sous-comités de consultation syndicale.

Cette répartition s'opère de la manière suivante : le chiffre électoral obtenu par chaque groupement est divisé successivement par 1, 2, 3, 4 et 5, etc..., et les sièges sont attribués dans l'ordre aux plus forts quotients ainsi obtenus.

Article 60.-

Dans les quinze jours qui suivent le dépouillement du scrutin, les gouverneurs de province communiquent les résultats locaux au Gouverneur général, qui communique tous les résultats au Ministre des Colonies.

.../...

Article 61.-

L'attribution des sièges conformément aux élections se fait dans le mois de la notification des résultats au Ministre des Colonies.

A ces opérations assistent des témoins représentant les diverses organisations syndicales reconnues ayant participé à l'élection.

Le Gouverneur général en fait connaître les résultats au personnel et aux organisations syndicales reconnues.

Article 62.-

Les organisations syndicales reconnues font connaître au Gouverneur général et aux gouverneurs de province, dans les quinze jours de la notification des résultats de l'élection, les noms, prénoms et qualités des délégués qu'elles sont habilitées à désigner pour représenter le personnel dans les comités de consultation syndicale et dans les comités du personnel.

La présentation de ces délégués se fait par lettre recommandée à la poste, signée par deux représentants ; copie est transmise au Ministre pour ce qui concerne le Comité supérieur de consultation syndicale.

.../...

Section 4. - Dispositions transitoires.

Article 63.-

La première élection aura lieu, sauf exception prévue à l'article 43, au cours du premier trimestre de la quatrième année suivant la publication du présent arrêté.

Entretemps, l'AFAC "Syndicat indépendant du personnel de l'administration d'Afrique", seule organisation syndicale reconnue à ce jour, présentera, conformément aux dispositions de l'article 62 et dans les trois mois de la publication du présent arrêté, ses délégués aux comités de consultation syndicale et aux comités du personnel.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Colonies,

ANNEXE A L'ARRETE ROYAL DU ...

MODELE DU BULLETIN DE VOTE.

C O N G O B E L G E
et
R U A N D A - U R U N D I.

Election du ..... pour .....
mandats de délégués au comité de consultation syndicale.

LISTE 1	LISTE 2	LISTE 3
		
Groupement A.	Groupement B.	Groupement C.

INSTRUCTIONS POUR L'ELECTEUR.

L'électeur vote dans l'isoloir au moyen du crayon qui s'y trouve; il noircit le point blanc de la case réservée au groupement qui a son choix.

Il replie, ensuite, le bulletin dans ses plis primitifs et le dépose dans l'urne.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...

PAR LE ROI :

Le Ministre des Colonies,

Het ontwerp van koninklijk besluit neemt, met aanpassing aan de toestand in de Kolonie, de bepalingen over van het besluit van de Regent van 11 Juli 1949, gewijzigd bij dat van 12 October 1949 houdende het syndicaal statuut van het personeel der besturen in het moederland.

Bij het stellen van verscheidene artikelen van het ontwerp is er evenwel geen rekening mede gehouden, dat de verenigingen van burgerlijke ambtenaren en beambten der Kolonie door de bepalingen van het decreet van 23 Maart 1921 gebonden zijn.

Dat decreet verleent hun rechtspersoonlijkheid en regelt hun wettelijke vertegenwoordiging. Het begrip "verantwoordelijke afgevaardigden" moet dan ook door het begrip "wettelijke vertegenwoordigers" vervangen worden.

\+

\+ +

Artikel 20 van het ontwerp bepaalt dat, wanneer een erkende syndicale organisatie daarom verzoekt, in de districtshoofdplaatsen of in bepaalde plaatsen syndicale subcomité's van advies opgericht worden voor een of meer districtshoofdplaatsen of plaatsen waar ten minste vijf en twintig bestuursbeambten zijn.

Dient men er niet aan toe te voegen dat die subcomité's kunnen afgeschaft worden wanneer het getal der beambten beneden vijf en twintig daalt ?

\+

\+ +

.../...

De Raad van State wijst er voorts op dat, luidens een koninklijk besluit van 15 April 1952, in het moederland de verschillende syndicale raden van advies binnen de termijn van één maand hun advies moeten geven en dat, na die termijn, het advies niet meer vereist is.

Anderzijds regelt een koninklijk besluit van 14 Januari 1953 de verdeling van de zetels in de verschillende comité's ingeval de erkenning van een syndicale organisatie ingetrokken wordt.

Ware het niet gewenst in het syndicaal statuut der beambten van het bestuur in Afrika, bepalingen, aangepast aan de toestand in de Kolonie, op te nemen in de aard van die waarvan het nut in België is gebleken ?

Zo ja, worden zij best als twee afzonderlijke artikels, het eerste tussen de artikelen 26 en 27 en het tweede na artikel 62, ingevoegd.

\+

\+ \+

Voorts zijn in het ontwerp nog een aantal vormwijzigingen aan te brengen; zij zijn opgenomen in de hierna voorgestelde tekst :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE SYNDICAAL STATUUT DER BEAMBTEN VAN HET BESTUUR IN AFRIKA.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het decreet van 23 Maart 1921 betreffende de verenigingen van burgerlijke ambtenaren en beambten der Kolonie;

Gelet op het bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948 gevoegd statuut van de beambten van het bestuur in Afrika, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 16 December 1948, bij de ordonnantie van 15 Mei 1949, bij het besluit van de Regent van 18 Maart 1950, bij de koninklijke besluiten van 12 December 1950, 1 Augustus 1951, 27 Februari 1952 en ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

HOOFDSTUK I. - RECHT EN VRIJHEID VAN VERENIGING VAN HET BURGERLIJK BESTUURSPERSONEEL IN AFRIKA.

Artikel 1.-

Het burgerlijk bestuurspersoneel in Afrika heeft overeenkomstig het decreet van 23 Maart 1921 het recht zich te verenigen.

HOOFDSTUK II. - TOEPASSINGSGEBIED VAN HET SYNDICAAL STATUUT.

Artikel 2.-

Dit syndicaal statuut is van toepassing op de beambten van het bestuur in Afrika, alsmede op de tijdelijke beambten bedoeld in artikel 5 van het bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948 gevoegd statuut, met uitzondering van de beroepsmilitairen in actieve dienst bij de weermacht.

HOOFDSTUK III. - ERKENNING VAN DE SYNDICALE ORGANISATIES.

Artikel 3.-

Bij het Ministerie van Koloniën zijn erkend de syndicale organisaties waarbij uitsluitend de in artikel 2 bedoelde beambten zijn aangesloten en die een

.../...

afschrift van hun statuten alsmede de lijst van hun vertegenwoordigers neerleggen. Deze bescheiden worden bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister toegezonden.

De erkenning kan echter geweigerd worden bij een met redenen omklede ministeriële beslissing binnen twee maanden na de neerlegging der statuten.

Te allen tijde kan de erkenning ingetrokken worden bij een met redenen omkleed koninklijk besluit.

De erkenning van de federaties van syndicale organisaties waarbij uitsluitend beambten als bedoeld in artikel 2 zijn aangesloten, wordt onder dezelfde voorwaarden verkregen door toezending van de statuten en van de lijst hunner vertegenwoordigers aan de Minister van Koloniën.

Artikel 4.-

Elke wijziging in de statuten, alsmede elke verandering in de samenstelling van de raad van bestuur of van het bestuurscomité der erkende syndicale organisaties, moeten onverwijld ter kennis van de Minister gebracht worden.

.../...

HOOFDSTUK IV. - MODALITEITEN BETREFFENDE DE SYNDICALE ACTIE DER ERKENDE SYNDICALE ORGANISATIES.

Afdeling 1.- Opdracht en bevoegdheid der erkende syndicale organisaties.

Artikel 5.-

Alleen de erkende syndicale organisaties zijn gemachtigd om rechtstreeks betrekkingen met de Minister van Koloniën en met de Gouverneur-generaal te onderhouden.

Zij kunnen zich bij de Minister laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde die permanent in België verblijft en met goedvinden van de Minister wordt aangewezen. Deze afgevaardigde moet, in ieder geval, doen blijken van een speciale lastgeving.

Artikel 6.-

Aan het beheer van de sociale werken, ingesteld of in te stellen voor het welzijn van het personeel, nemen de erkende syndicale organisaties deel op de wijze bij koninklijk besluit te bepalen.

Artikel 7.-

De erkende syndicale organisaties zijn gemachtigd in de lokalen van het bestuur aan te plakken alle berichten die voor het personeel van belang zijn. Deze berichten worden vóór de aanplakking voor gezien getekend door de ambtenaar, daartoe door de Gouverneur-generaal gemachtigd.

.../...

Artikel 8.-

De erkende syndicale organisaties mogen buiten de diensturen in de gebouwen van het bestuur der Kolonie vergaderen behoudens toelating van de ambtenaar, daartoe door de Gouverneur-generaal gemachtigd.

Artikel 9.-

De erkende syndicale organisaties kunnen bij de Minister van Koloniën of bij de Gouverneur-generaal verzoekschriften indienen, om gehoor verzoeken, wensen naar voren brengen, klachten of voorstellen indienen in het gemeenschappelijk belang van het personeel.

Artikel 10.-

De erkende syndicale organisaties kunnen klachten of eisen indienen die door een bepaald lid van het personeel naar voren worden gebracht.

In dit geval onderzoeken de onderscheiden bestuursoverheden, elk binnen de perken van haar bevoegdheid, de ingeleverde klachten en eisen; zij brengen aan hun hiërarchische meerderen verslag uit en delen deze hun opmerkingen en conclusiën mede.

Elke beambte bedoeld in artikel 2, die geroepen is om zich voor een hiërarchische meerdere te verantwoorden, mag de bijstand van een afgevaardigde van een erkende syndicale organisatie vragen, zonder zich aan de bevelen van zijn hiërarchische meerderen te kunnen onttrekken.

.../...

Elke beambte bedoeld in artikel 2, die zijn beroepsbelangen laat verdedigen door een afgevaardigde van een erkende syndicale organisatie waarvan hij lid is, behoudt het recht op de hiërarchische beroepen die voor hem persoonlijk openstaan.

Artikel 11.-

De erkende syndicale organisaties duiden de vertegenwoordigers van het personeel in de syndicale raden van advies aan, met inachtneming van het aantal zetels dat zij er bekomen ingevolge de verkiezing in hoofdstuk VIII bedoeld.

In dezelfde verhoudingen stellen zij de candidaten voor de personeelsraden en voor de Hoge Personeelsraad voor. Hetzelfde geldt wat betreft de candidaten voor de raadgevende of beraadslagende comité's en raden door de Gouverneur-generaal aangewezen.

Afdeling 2.- Bepalingen van toepassing op de syndicale vertegenwoordigers en afgevaardigden.

Artikel 12.-

Alleen de vertegenwoordigers der erkende syndicale organisaties en de regelmatig gemandateerde afgevaardigden mogen een syndicale opdracht bij het bestuur vervullen.

.../...

Elke opdracht, door de vertegenwoordigers en afgevaardigden der syndicale organisaties uit te oefenen in de syndicale raden van advies en in de personeelsraden, moet toegelaten zijn door de Minister van Koloniën of door de Gouverneur-generaal. Deze kunnen de toelating weigeren noch intrekken vooraleer het advies ingewonnen te hebben van het comité of van de raad waarin de betrokkene geroepen is zijn opdracht uit te oefenen of ze uitoefent.

Elke syndicale opdracht, uit te oefenen in een personeelsraad, mag slechts toevertrouwd worden aan vastaangestelde beambten die ten minste de synthetische beoordeling "Goed" hebben bekomen en in dienstactiviteit zijn in de diensten waarvoor deze personeelsraad werd ingesteld. De dienstactiviteit is de toestand van de beambte die regelmatig titularis is van een graad of te dien einde is gecommitteerd, en effectief een der overeenstemmende ambten uitoefent.

Artikel 13.-

In de toestand van dienstactiviteit of van verlof met wedde in België, naar gelang van het geval, worden behouden de afgevaardigden van een erkende syndicale organisatie die toelating hebben om in Afrika ter plaatse van hun ambtsbezigheden buiten de diensturen een vast syndicaal mandaat uit te oefenen of in België een tijdelijke syndicale opdracht te vervullen, of die deelnemen aan de werkzaamheden van de syndicale raden van advies, de personeelsraden en de in artikel 11 bedoelde raadgevende of beraadslagende organismen.

.../...

De eventuele kosten en vergoedingen voor reis en verblijf waarvoor de leden van die organismen in aanmerking komen, worden hun uitbetaald.

In de toestand van schorsing van dienstactiviteit worden geplaatst de beambten die als lid van een erkende syndicale organisatie :

1° door deze er mede belast zijn, tijdens al de diensturen een vaste opdracht in de organisatie te vervullen;

2° door deze gemandateerd zijn om tijdens de diensturen aan toegelaten periodieke of occasionele syndicale vergaderingen deel te nemen. In zodanig geval geldt de schorsing voor de tijd, nodig voor de reizen en de duur der vergaderingen. Eventuele reis- en huisvestingskosten komen ten laste van de organisatie.

De in het tweede lid bepaalde regeling geldt voor de beambten onder statuut en voor de beambten onder contract van tijdelijke dat niet speciaal met het oog op syndicale detachering is gesloten.

Artikel 14.-

De in artikel 13, tweede lid, 1°, bedoelde beambten komen mede in aanmerking voor de bevordering in graad en in wedde, onder de voorwaarden en binnen de perken bepaald in hun statuut. Te dien einde maakt het diensthoofd van het personeel van het gouvernementgeneraal hun jaarsignalement op.

.../...

Artikel 15.-

In geval van bevordering in graad, zijn de in artikel 13, tweede lid, 1°, bedoelde beambten gehouden hun nieuw ambt gedurende ten minste één jaar uit te oefenen.

Deze bepaling is niet van toepassing op de beambten van het kader der secretariaten of aldaar gedetacheerd, die bevorderd zijn tot een graad van de vierde of van de derde categorie.

Artikel 16.-

De Koloniale Schatkist draagt de last der bezoldigingen verleend aan de in artikel 13, tweede lid, 1° , bedoelde beambten, onder voorbehoud van de terugvordering waarvan sprake in het volgende lid.

De erkende syndicale organisatie welke één of meer beambten telt wier activiteit ter uitvoering van artikel 13 is geschorst, stort elk kwartaal aan de Kolonie terug het globaal bedrag der sommen die de Schatkist te hunnen behoeve gedurende het vorig kwartaal werkelijk heeft uitgegeven.

Op de wijze bepaald in artikel 3, derde lid, wordt de erkenning ontnomen aan de syndicale organisaties die bij het verstrijken van een kwartaal de in het vorige lid vermelde terugbetaling niet hebben gedaan.

.../...

Artikel 17.-

Een individuele toelatingskaart wordt aan de vaste syndicale vertegenwoordigers en afgevaardigden overhandigd. Vorm, inhoud en voorwaarden van afgifte daarvan worden door de Minister van Koloniën of de Gouverneur-generaal bepaald.

Artikel 18.-

De vertegenwoordigers en afgevaardigden van de syndicale organisaties zijn gehouden niets kenbaar te maken van de feiten en bescheiden van vertrouwelijke aard waarvan zij tijdens de vergaderingen van de syndicale raden van advies en van de personeelsraden kennis hebben genomen. Alleen de Minister en de Gouverneur-generaal oordelen over de vertrouwelijke aard van deze feiten en bescheiden.

Op de schending van de in het vorige lid voorgeschreven geheimhouding staan administratieve straffen. Zij kan de intrekking van de in artikel 12, tweede lid, bepaalde toelating tot onmiddellijk gevolg hebben. Zij kan eveneens de onverwijlde terugroeping in dienstactiviteit van de in artikel 13, tweede lid, bedoelde beambten met zich brengen.

Afdeling 3. - Diversen.

Artikel 19.-

De erkende syndicale organisaties ontvangen vijf exemplaren van de bestuursinstructies van het Ministerie van Koloniën of van de Gouverneur-generaal.

.../...

Deze instructies slaan op de aangelegenheden bedoeld in artikel 32.

HOOFDSTUK V. - SYNDICALE RADEN VAN ADVIES.

Afdeling 1.- Algemene organieke bepalingen.

Artikel 20.-

Voor het bestuur in Afrika worden de volgende syndicale raden van advies opgericht :

1° de Hoge Syndicale Raad van advies ten zetel van het gouvernement-generaal of van het Ministerie van Koloniën;

2° de syndicale raden van advies in de hoofdplaats van elke provincie en van Ruanda-Urundi;

3° de syndicale subcomité's van advies in de districts-hoofdplaatsen of in bepaalde plaatsen, wanneer om oprichting er van verzocht wordt door een erkende syndicale organisatie, voor een of meer districtshoofdplaatsen of plaatsen waar ten minste vijf en twintig beambten van het bestuur zijn.

In de navolgende artikelen, slaan de woorden "provincie" en "provinciegouverneur" ook onderscheidenlijk op het grondgebied van Ruanda-Urundi en op zijn hoogste bestuursambtenaar.

.../...

Artikel 21.-

De syndicale raden van advies zijn samengesteld uit evenveel gewone leden die het personeel vertegenwoordigen en door de erkende syndicale organisaties aangewezen zijn, als gewone leden die de Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal, de provinciegouverneur of de districtscommissaris vertegenwoordigen. Zij tellen evenveel plaatsvervangende als er gewone leden zijn.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde wijze als de gewone leden aangewezen en toegelaten. Alleen ter vervanging van de gewone leden mogen zij de vergaderingen bijwonen.

Artikel 22.-

De Hoge Syndicale Raad van advies bepaalt in zijn huishoudelijk reglement en met inachtneming van dit besluit, de wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement wordt aan de Minister van Koloniën of aan de Gouverneur-generaal ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 23.-

De Hoge Syndicale Raad van advies maakt het huishoudelijk reglement op der syndicale raden en subcomité's van advies opgericht in de provincie- of districtshoofdplaatsen of in de plaatsen waar zij fungeren.

.../...

Deze reglementen worden aan de Gouverneur-generaal ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 24.-

De syndicale raden van advies kunnen slechts beraadslagen wanneer de meerderheid van hun stemgerechtigde leden aanwezig is.

De syndicale afgevaardigden die het personeel vertegenwoordigen en de beambten die de Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal, de provinciegouverneur of de districtscommissaris vertegenwoordigen, welke beide groepen aan de stemming deelnemen, moeten even talrijk zijn.

Personen die gunstig gekend zijn om hun technische onderlegdheid kunnen opgeroepen worden om hun advies te geven in de onderscheiden syndicale raden van advies, telkens als deze raadpleging dienstig wordt geacht.

Artikel 25.-

Elke beslissing wordt bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Artikel 26.-

De Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal, de provinciegouverneur, de districtscommissaris of hun

.../...

gemachtigden bepalen de agenda van de syndicale raden van advies. De voorzitters van de raden stellen de datum der vergaderingen vast.

De agenda wordt aan de gewone en aan de plaatsvervangende leden toegezonden.

De syndicale raden van advies mogen geen andere punten dan die op de agenda bespreken of er over beslissen.

Artikel 27.-

De vergaderingen van de syndicale raden van advies worden geopend en gesloten door de voorzitter. Deze leidt de debatten en verzekert de orde in de vergadering. Hij is in geen geval stemgerechtigd.

Een door de voorzitter aangewezen beambte maakt de notulen op van de vergaderingen gehouden door de syndicale raden van advies en van de door deze uitgebrachte adviezen, wensen en stemmingen.

Elk lid der minderheid kan zijn sten in de notulen doen optekenen.

Aan de notulen der vergadering kan bij voorkomend geval een door de minderheid opgestelde beknopte nota worden toegevoegd.

Een exemplaar van de notulen wordt onder de handtekening van de voorzitter toegezonden aan al de

.../...

gewone en aan al de plaatsvervangende leden, alsmede aan de voorzitters der erkende syndicale organisaties die in de syndicale raden van advies vertegenwoordigd zijn.

De door de Minister of door de Gouverneur-generaal genomen beslissingen betreffende aangelegenheden die behoren tot de adviserende bevoegdheid van de syndicale raden van advies, worden binnen drie maanden ter kennis van deze raden gebracht.

Afdeling 2. - Samenstelling der syndicale raden van advies.

Artikel 28.-

De Hoge Syndicale Raad van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit gewone leden waarvan het aantal, dat naar rato van twee leden voor duizend stemgerechtigde beambten vastgesteld wordt, niet minder dan vier en niet meer dan tien mag bedragen.

Het voorzitterschap van de Hoge Raad wordt waargenomen door de secretaris-generaal of, ingeval deze verhinderd is, door een ambtenaar die de Gouverneur-generaal aanwijst. Telkens als hij het nuttig acht, woont de Gouverneur-generaal de vergaderingen van de Hoge Raad bij; in dat geval zit hij de vergadering voor.

Wanneer de Hoge Syndicale Raad van advies opgeroepen wordt om op het Ministerie zitting te houden, wordt hij voorgezeten door een ambtenaar die de Minister van Koloniën aanwijst, tenzij hij zelf aan de werkzaamheden deelneemt ; in dat geval zit hij de vergadering voor.

.../...

Artikel 29.-

Iedere provinciale syndicale raad van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit gewone leden waarvan het aantal, dat naar rato van een lid voor honderd stemgerechtigde beambten vastgesteld wordt, niet minder dan vier en niet meer dan twaalf nag bedragen.

Het voorzitterschap van elke provinciale syndicale raad van advies wordt waargenomen door de provinciesecretaris.

Telkens als hij het nuttig acht,woont de provinciegouverneur de vergaderingen van deze raad bij; in dat geval zit hij de vergadering voor.

Artikel 30.-

Elk syndicaal subcomité van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit gewone leden waarvan het aantal, dat naar rato van een lid voor vijf en twintig stemgerechtigde beambten vastgesteld wordt, niet minder dan twee en niet meer dan acht nag bedragen.

Het voorzitterschap van elk syndicaal subcomité van advies wordt waargenomen door de hulpdistrictscommissaris of zijn gemachtigde.

.../...

Telkens als hij het nuttig acht, woont de districtscommissaris de vergadering van dit subcomité bij; in dat geval zit hij de vergadering voor.

Artikel 31.-

Een erkende syndicale organisatie die vertegenwoordigd is in de Hoge Syndicale Raad van advies naar niet in een raad of een subcomité, mag naar de vergaderingen van deze raad of van dat subcomité een afgevaardigde zenden die er raadgevende stem heeft.

Afdeling 3. - Bevoegdheid van de syndicale raden van advies.

Artikel 32.-

Door de Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal, de provinciegouverneur of door de erkende syndicale organisaties worden voor advies aan de syndicale raden van advies voorgelegd :

1° alle vraagstukken die verband houden met het administratief en geldelijk statuut van de beambten, de rangschikking van de ambten en de qualificering van de betrekkingen;

2° alle maatregelen betreffende de beroepsopleiding der beambten, de materiële inrichting der diensten, de verbetering der arbeidsvoorwaarden, de gezondheid en de veiligheid der beambten.

.../...

Artikel 33.-

§ 1. De Hoge Syndicale Raad van advies dient van advies over de in artikel 32 bedoelde vraagstukken en maatregelen, wanneer zij onder de bevoegdheid vallen van de Koning, de Minister of de Gouverneur-generaal.

De syndicale raden en subcomité's van advies hebben dezelfde bevoegdheid als de Hoge Syndicale Raad van advies voor de vraagstukken en maatregelen die het personeel der administratieve onderafdeling van hun ambtsgebied rechtstreeks aangaan, wanneer zij onder de bevoegdheid der plaatselijke overheid vallen.

De syndicale raden en subcomité's van advies geven mededeling van hun advies aan de Hoge Syndicale Raad van advies.

§ 2. Behoudens strijdig advies van de Hoge Syndicale Raad van advies, kunnen de syndicale raden en subcomité's van advies uit eigen beweging aan de plaatselijke overheid een verslag richten over de vraagstukken die enkel de administratieve onderafdeling van hun ambtsgebied aangaan.

Artikel 34.-

De gewone en de plaatsvervangende leden van de syndicale raden van advies kunnen zich alle algemene documentatie en alle onderrichtingen betreffende de op de agenda gebrachte aangelegenheden doen bezorgen.

.../...

Artikel 35.-

De syndicale raden van advies oordelen zelf over de procedures aan te wenden, overeenkomstig de bepalingen genomen in hun huishoudelijk reglement, om hen bij hun beraadslagingen voor te lichten en het onderzoek van de hun voorgelegde zaken tot een goed einde te brengen.

Zij kunnen namelijk een enquête omtrent de op de agenda gebrachte feiten instellen of doen instellen.

De personen die zij daartoe bevoegd verklaren, mogen slechts in gelijk getal gekozen worden onder de vertegenwoordigers van de Minister van Koloniën, van de Gouverneur-generaal of van de provinciegouverneur en de vertegenwoordigers van het personeel door de erkende syndicale organisaties aangewezen.

Artikel 36.-

De gewone leden en, bij dezer ontstentenis, de plaatsvervangende leden der syndicale raden van advies zijn bovendien gerechtigd, op vertoon van hun toelatingskaart, aanwezig te zijn bij de administratieve enquêtes die niet in artikel 35 bedoeld zijn en voorwerpen betreffen waarvoor zij

.../...

bevoegd zijn, met uitzondering van de enquêtes van vertrouwelijke aard.

Alleen de Minister, de Gouverneur-generaal en de provinciegouverneurs oordelen over de vertrouwelijke aard van de enquêtes.

De syndicale afgevaardigdenmogen de tuchtenquêtes niet bijwonen dan met goedvinden van de betrokken beambten.

Artikel 37.-

De gewone leden en, bij dezer ontstentenis, de plaatsvervangende leden van de syndicale raden van advies krijgen binnen vijftien dagen mededeling van het verslag over de in het vorig artikel bedoelde enquêtes.

Binnen vijftien dagen na de ontvangst van dat bescheid kunnen zij een nota met opmerkingen indienen, welke bij het dossier wordt gevoegd.

De personen die aan een in artikel 36 bedoelde enquête deelnemen, gaan op hun erewoord de verbintenis aan niets kenbaar te maken omtrent de feiten en bescheiden waarvan zij te dezer gelegenheid in kennis zijn gesteld.

.../...

HOOFDSTUK VI.- DE PERSONEELSRADEN EN DE HOGE PERSONEELSRAAD.

Artikel 38.-

De oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de procedureregelen van de personeelsraden en van de Hoge Personeelsraad worden bepaald in het statuut der beambten van het bestuur in Afrika.

HOOFDSTUK VII.- BIJZONDERE BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE LEDEN VAN DE SYNDICALE RADEN VAN ADVIES EN OP DE LEDEN VAN DE PERSONEELSRADEN.

Artikel 39.-

De in artikel 2 bedoelde beambten die opgeroepen worden om in de syndicale raden van advies of in de personeelsraden zitting te nemen als gewoon lid, als plaatsvervangend lid of als persoon gunstig gekend om zijn technische onderlegdheid, behouden overeenkomstig artikel 13, eerste lid, de statutaire toestand die op het tijdstip der oproeping de hunne was, zonder dat dit voordeel tot enige overeenstemmende prestatie aanleiding mag geven en zonder dat de duur dezer prestatie op het jaarlijks verlof in rekening mag worden gebracht. Wanneer een beambte tijdens een statutair verlof in een der genoemde raden zitting heeft, wordt dit verlof in dezelfde mate verlengd.

.../...

De schorsing van dienstactiviteit waarvan sprake in artikel 13, tweede lid, 2°, wordt alleen toegestaan op vertoon van de oproepingsbrief verzonden onder de handtekening van de vertegenwoordiger der syndicale organisatie, bevoegd tot het aanwijzen van een afgevaardigde of een persoon die gunstig gekend is om zijn technische onderlegdheid.

De oproepingsbrief vermeldt de naam van de beambte alsmede plaats, dag en uur van de syndicale vergaderingen.

Artikel 40.-

De secretarissen van de syndicale raden van advies, alsmede de voorzitters van de personeelsraden maken aan de betrokken bestuursoverheden de afwezigheid der leden bekend, zonder inachtneming van dezer positie of administratieve toestand.

Artikel 41.-

Voor de vervulling van hun opdracht genieten de leden van de syndicale raden van advies en van de personeelsraden de reisvergoedingen en vervoerfaciliteiten zoals bepaald bij de bestuursreglementen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt geen onderscheid gemaakt tussen de gewone leden, de plaatsvervangende leden en de personen aangewezen wegens hun technische onderlegdheid om hun advies te geven in de syndicale raden van advies.

.../...

Artikel 42.-

Behalve de in artikel 41 bedoelde vergoedingen, is geen compensatie of bezoldiging verschuldigd aan de leden van de syndicale raden van advies of aan die der personeelsraden.

HOOFDSTUK VIII.- VERKIEZINGEN.

Afdeling 1.- Algemene bepalingen.

Artikel 43.-

Om de drie jaar, in de loop van het eerste kwartaal, bepaalt een verkiezing aan welke erkende syndicale organisaties het personeel de aanwijzing zijner afgevaardigden in de syndicale raden van advies en in de personeelsraden wil toevertrouwen.

De Gouverneur-generaal stelt de datum van deze verkiezing vast.

Er heeft geen verkiezing plaats wanneer slechts één enkele syndicale organisatie zich candidaat stelt of wanneer de mededingende organisaties het eens geworden zijn omtrent de vertegenwoordiging die aan elk hunner moet toegekend worden. Dit akkoord, dat door de vertegenwoordigers van elke organisatie moet ondertekend worden, is geldig voor de duur der toe te kennen mandaten.

.../...

Artikel 44.-

Ontvankelijk is de candidatuur van de syndicale organisaties die overeenkomstig artikel 3 erkend zijn sedert ten minste één jaar vóór de vastgestelde datum van de verkiezing.

De erkende syndicale organisaties die aan de in het voorgaande lid gestelde voorwaarde voldoen, worden bij een ter post aangetekend schrijven in kennis gesteld van die datum en van de vastgestelde termijn voor de voordracht der candidaten. Hun wordt evenceens mededeling gedaan van de datum vastgesteld voor de loting waarbij de rangschikking van de erkende syndicale organisaties op de stembiljetten wordt bepaald.

Artikel 45.-

De voordracht van de erkende syndicale organisaties wordt gedaan bij een ter post aangetekend schrijven, dat door twee vertegenwoordigers ondertekend en aan de Minister van Koloniën en aan de Gouverneur-generaal toegezonden wordt.

Afdeling 2.- Kiesrecht.

Artikel 46.-

Kiesrecht hebben de personen bedoeld in artikel 2, die zich op de datum der verkiezing in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi bevinden.

.../...

Elke kiezer heeft slechts recht op één stem. Bij cumulatie van ambten mag hij zijn stemrecht slechts wegens het hoofdambt uitoefenen.

Aan de verkiezingen mogen niet deelnemen :

1° de beambten die bij preventieve of bij tuchtmaatregel geschorst zijn ;

2° de beambten die voor een wettelijke periode onder de wapens zijn opgeroepen of wederopgeroepen ;

3° de ter beschikking gestelde beambten.

Afdeling 3.- Stemming en kiesverrichtingen.

Artikel 47.-

De verkiezingen worden door de directie en de provinciale directies van het personeel ingericht.

Artikel 48.-

De lijst der stemburelen wordt door de directie of door de provinciale directies van het personeel aan de erkende syndicale organisaties en aan de erkende federaties van syndicale organisaties overgemaakt.

Artikel 49.-

De stemburelen worden ingericht in de diensten van het gouvernement-generaal, van de provincies, van de districten en van de gewesten.

.../...

Zij zijn samengesteld uit de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde, die het voorzitterschap waarneemt, en uit twee bijzitters, door de voorzitter gekozen onder de beambten van twee verschillende categorieën.

Artikel 50.-

Elke der directies van het personeel belast met het inrichten van de verkiezingen doet te bekwamer tijd aan de voorzitters der stemburelen, onder verzegelde omslag, de voor de verkiezingen nodige stembiljetten geworden. Het model dezer biljetten is bij dit besluit gevoegd. Het opschrift van de omslag vermeldt, benevens het adres van de geadresseerde, het getal der ingesloten stembiljetten. Deze omslag mag slechts in aanwezigheid van het regelmatig samengesteld bureel en van de in artikel 53 bedoelde getuigen van de zegels ontdaan en geopend worden. Het getal der biljetten wordt nageteld en de uitkomst van deze telling in het proces-verbaal opgetekend.

Artikel 51.-

De deelneming aan de stemming is verplicht. Elke niet gewettigde onthouding wordt eventueel met een tuchtstraf gestraft.

De stemming is geheim; zij geschiedt bij voorkomend geval in twee of drie zittingen om het personeel in staat te stellen er deel aan te nemen.

.../...

Artikel 52.-

De kiezer maakt met een te zijner beschikking gesteld potlood het wit puntje zwart, in het vak bovenaan de naam van de erkende syndicale organisatie waarvoor hij verlangt te stemmen.

Ongeldig zijn :

1° de biljetten waarop voor meer dan één erkende beroepsorganisatie gestemd is ;

2° de biljetten welke niet verschaft zijn door het stembureel waar de stemming plaats heeft ;

3° de bevuilde biljetten, deze waarop een teken voorkomt en deze waarvan de vorm of de afmetingen mochten gewijzigd zijn.

Indien de kiezer bij onachtzaamheid een biljet bevuilt of beschadigt, kan hij er van de voorzitter een ander bekomen, na hem het eerste, dat onbruikbaar gemaakt wordt, te hebben teruggegeven.

Artikel 53.-

Alle maatregelen dienen genomen om het geheim der stemming alsmede de goede gang der verrichtingen te waarborgen.

De erkende syndicale organisaties mogen in elk bureel vertegenwoordigd zijn door één van hun leden, die als getuige de stemverrichtingen bijwoont.

.../...

In de burelen met meer dan vijf en twintig kiezers, stoken deze hun biljet in een verzegelde stembus, waarvan de opening na elke stemmingsvergadering wordt gesloten door middel van reepjes papier, waarop de leden van het bureel en de getuigen, die de erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen, hun handtekening plaatsen.

Na afloop der verrichtingen en in aanwezigheid van de getuigen worden de biljetten waarop gestemd is, de niet gebruikte en de onbruikbaar gemaakte biljetten, geteld en afzonderlijk in een met lak verzegelde omslag gesloten, samen met het proces-verbaal der stemming.

Deze omslag wordt naar het stemopnemingsbureel gezonden; benevens het adres is aan de buitenkant de vermelding aangebracht : "Verkiezing voor de syndicale raden van advies". Onder geen enkel voorwendsel mogen de biljetten door de stemburelen geopend of opgenomen worden.

Artikel 54.-

In het proces-verbaal der stemming bedoeld in artikel 53, vierde lid, worden de opmerkingen aangetekend van de getuigen die de erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen.

De lijst van de beambten die gestemd hebben en de lijst van hen die zich niet aangemeld hebben, worden er eveneens bijgevoegd.

Artikel 55.-

In de burelen met slechts vijf en twintig kiezers of minder en die niet bij andere kunnen gevoegd worden om een sten

.../...

bureel van die belangrijkheid te vormen, ontvangt iedere kiezer een omslag, waarop het gedrukt opschrift voorkomt: "Verkiezing voor de syndicale raden van advies".

De kiezer geeft deze omslag gesloten af, nadat hij er zijn stembiljet in gestoken heeft. Voor de omslagen wordt te werk gegaan zoals gezegd voor de stembiljetten.

Artikel 56.-

Zo nodig krijgen sommige alleenstaande kiezers toelating om hun stembiljet onder een dubbele omslag aan het hun aangewezen stembureel te doen geworden.

Op de buitenste omslag wordt dezelfde gedrukte vermelding aangebracht als die in voorgaand artikel aangegeven. De binnenste omslag wordt slechts in het stemopnemingsbureel geopend.

Artikel 57.-

De stemmen worden in aanwezigheid van afgevaardigden der erkende syndicale organisaties opgenomen door elke provinciale directie van het personeel, en door de directie van het personeel voor het gouvernementgeneraal.

De stembiljetten worden gerangschikt en opgenomen per district en provincie, om aldus de zetels toekomend aan de syndicale raden van advies en aan de personeelscomité's te verdelen.

.../...

Artikel 58.-

Elke directie van het personeel, die met de stemopneming belast is, deelt de uitkomst der stemming aan de secretaris-generaal mede onder de handtekening van de verantwoordelijke ambtenaren en van de getuigen.

Artikel 59.-

In de syndicale raden van advies en in de personeelsraden worden de zetels door de directies van het personeel verdeeld naar rato van het totaal aantal stemmen, onderscheidenlijk bekomen :

1° voor geheel het grondgebied van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor de toewijzing van zetels in de Hoge Syndicale Raad van advies en in de Hoge Personeelsraad ;

2° per provincie voor de toewijzing van zetels in de syndicale personeelsraden en in de personeelscomité's;

3° per district voor de toewijzing van zetels in de syndicale subcomité's van advies.

Deze verdeling geschiedt op de volgende wijze: het door elke organisatie bekomen kiescijfer wordt achtereenvolgens gedeeld door 1, 2, 3, 4 en 5, enz...., en de zetels worden in de volgorde aan de aldus bekomen hoogste quotiënten toegewezen.

Artikel 60.-

Binnen vijftien dagen volgend op de stemopneming, doen de provinciegouverneurs aan de gouverneur-generaal mededeling van de plaatselijke uitslagen; laatstgenoemde stelt de Minister van Koloniën in kennis van de gezamenlijke uitslagen.

.../...

Artikel 61.-

De toewijzing van de zetels overeenkomstig de verkiezingen wordt gedaan binnen de maand nadat van de uitslagen kennis is gegeven aan de Minister van Koloniën.

Deze verrichtingen worden bijgewoond door getuigen die de verschillende erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen, welke aan de verkiezing hebben deelgenomen.

De Gouverneur-generaal maakt de uitslagen aan het personeel en aan de erkende syndicale organisaties bekend.

Artikel 62.-

De erkende syndicale organisaties doen aan de ouverneur-generaal en aan provinciegouverneurs, binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de uitslagen der verkiezing, mededeling van de naam, voornamen en hoedanigheid van de afgevaardigden die zij gemachtigd zijn aan te wijzen om het personeel in de syndicale raden van advies en in de personeelsraden te vertegenwoordigen.

De voordracht van deze afgevaardigden wordt gedaan bij een ter post aangetekend schrijven, door twee vertegenwoordigers ondertekend; een afschrift er van wordt, wat de Hoge Syndicale Raad van advies betreft, aan de Minister gezonden.

.../...

Afdeling 4.- Overgangsbepalingen.

Artikel 63.-

De eerste verkiezing zal, behoudens uitzondering in artikel 43 bepaald, plaats hebben in de loop van het eerste kwartaal van het vierde jaar volgend op de bekendmaking van dit besluit.

De AFAC "Syndicat indépendant du personnel de l'administration d'Afrique", als enige tot heden erkende syndicale organisatie, zal intussen overeenkomstig het bepaalde in artikel 62 en binnen drie maanden volgend op de bekendmaking van dit besluit, zijn afgevaardigden in de syndicale raden van advies en in de personeelsraden voordragen.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

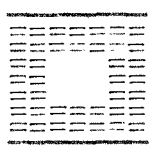
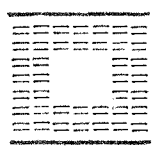
.../...

BIJLAGE VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN ...

MODEL VAN HET STEMBILJET.

B E L G I S C H - C O N G O
en
R U A N D A - U R U N D I .

Verkiezing van ..... voor .....
mandaten van afgevaardigden in de syndicale raad van advies.

LIJST 1	LIJST 2	LIJST 3
		
Groepering A.	Groepering B.	Groepering C.

ONDERRICHTINGEN VOOR DE KIEZER.

De kiezer brengt zijn stem uit in het stemhokje; hij bedient zich van het daar voorhanden potlood; hij maakt het wit puntjc zwart in het vakje voorbehouden voor de groepering waarvoor hij wenst te stemmen.

Hij plooit vervolgens zijn stembiljet weer zoals het bij de aangifte gevouwen was en steekt het in de stembus.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	L. FREDERICQ, G. DOR,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.